

Les montants visés au présent article sont affectés uniquement à l'harmonisation et l'augmentation des barèmes prévues dans l'accord pour le secteur des soins de santé du 1^{er} mars 2000 conclu entre le Gouvernement et les Partenaires sociaux. »

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 août 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Emploi, absente,

Le Ministre du Budget et des Entreprises publiques,
J. VANDE LANOTTE

De bedragen vermeld in dit artikel worden enkel aangewend voor de harmonisering en de verhoging van de barema's zoals voorzien in het akkoord voor de gezondheidssector van 1 maart 2000 gesloten tussen de Regering en de Sociale Gesprekspartners. »

Art. 2. Onze Minister van Werk en Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 augustus 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

De Minister van Werk, afwezig,

De Minister van Begroting en Overheidsbedrijven,
J. VANDE LANOTTE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2005 — 2438

[C — 2005/11364]

1^{er} SEPTEMBRE 2005. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 9 janvier 2001 relatif à l'établissement et la mise en service de stations radioélectriques par des radioamateurs

AVIS 38.483/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique, le 30 mai 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel « modifiant l'arrêté ministériel du 9 janvier 2001 relatif à l'établissement et la mise en service de stations radioélectriques par des radioamateurs », a donné le 22 juin 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. L'arrêté en projet entend puiser son fondement juridique essentiellement dans l'article 3 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications et les articles 3, 4, et 18 de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées.

Il résulte de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 30 juillet 1979 que pour établir et faire fonctionner des stations de radiocommunication, il faut une autorisation personnelle et écrite de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

L'article 3, § 2, de cette même loi habilite le Roi à fixer les règles générales d'octroi et de révocation de ces autorisations. Tel est l'objet de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 précité dont les articles 3, 4 et 18 subdélèguent au ministre la fixation de certaines conditions d'octroi.

Le ministre est en outre directement chargé par l'article 3, § 3, de la loi du 30 juillet 1979 de fixer les obligations des titulaires d'une autorisation ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunication autorisés.

2. Toutefois, la loi du 30 juillet 1979 précitée est abrogée par l'article 156 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, publiée au *Moniteur belge* du 20 juin 2005.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2005 — 2438

[C — 2005/11364]

1 SEPTEMBER 2005. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 9 januari 2001 betreffende het aanleggen en het doen werken van radiostations door radioamateurs

ADVIES 38.483/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 30 mei 2005 door de Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit « tot wijziging van het ministerieel besluit van 9 januari 2001 betreffende het aanleggen en het doen werken van radiostations door radioamateurs », heeft op 22 juni 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Het ontwerpbesluit geeft aan zijn rechtsgrond hoofdzakelijk te ontleen aan artikel 3 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving en aan de artikelen 3, 4 en 18 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen.

Uit artikel 3, § 1, van de wet van 30 juli 1979 volgt dat voor het aanleggen en het doen werken van een station voor radioverbinding een persoonlijke en schriftelijke vergunning van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie vereist is.

Artikel 3, § 2, van diezelfde wet machtigt de Koning om de algemene regels voor de toekenning en de intrekking van die vergunningen vast te stellen. Dat is de strekking van het voornoemde koninklijk besluit van 15 oktober 1979, waarvan de artikelen 3, 4 en 18 de vaststelling van bepaalde voorwaarden voor de toekenning ervan subdelegeren aan de minister.

Artikel 3, § 3, van de wet van 30 juli 1979 belast bovendien de minister rechtstreeks met het bepalen van de verplichtingen van de vergunninghouders, alsmede van de voorwaarden waaraan de vergunde stations en netten voor radioverbinding moeten voldoen.

2. De voornoemde wet van 30 juli 1979 is echter opgeheven bij artikel 156 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 20 juni 2005.

Par ailleurs, l'article 39 de cette dernière prévoit que :

« § 1^{er}. Nul ne peut, dans le Royaume ou à bord d'un navire, d'un bateau, d'un aéronef ou de tout autre support soumis au droit belge, détenir un appareil émetteur et/ou récepteur de radiocommunications, ni établir et faire fonctionner une station ou un réseau de radiocommunications non public sans avoir obtenu l'autorisation écrite de l'Institut. Cette autorisation est personnelle et révocable.

§ 2. Le Roi fixe, après avis de l'Institut, les règles générales d'octroi, de suspension et de révocation des autorisations visées au § 1^{er}. Il peut déterminer les cas où ces autorisations ne sont pas requises.

§ 3. L'Institut fixe les obligations des titulaires d'une autorisation ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunications autorisés.

§ 4. Les autorisations visées au § 1^{er} ne sont pas requises pour les stations de radiocommunications établies et utilisées à des fins militaires ou de sécurité publique par les services relevant du ministre de la Défense nationale, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces alliées. »

L'article 165, alinéa 1^{er}, de cette même loi du 13 juin 2005 dispose comme suit :

« Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur dix jours après la publication de celle-ci au *Moniteur belge*. Le Roi peut reporter l'entrée en vigueur de certaines dispositions en vue de permettre une certaine période de transition ou de concertation. »

Il s'ensuit que, sauf report décidé par arrêté royal (1), les articles 39 et 156 de loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques entreront en vigueur le 30 juin 2005.

A cette date, le Roi demeurera chargé de fixer les conditions générales d'octroi des autorisations, comme Il l'est actuellement par l'article 3, § 2, de la loi précitée du 30 juillet 1979. Par conséquent, les articles 3, 4 et 18 de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 précité pourront toujours constituer un fondement juridique de l'arrêté en projet.

(1) A la date où le présent avis est donné, aucun arrêté royal prévoyant un tel report n'a été publié au *Moniteur belge*.

Par contre, en vertu de l'article 39, § 3, de la loi du 13 juin 2005, il n'appartiendra plus au ministre de fixer les obligations des titulaires d'une autorisation et les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunication autorisés. Cette mission sera directement confiée par la loi à l'Institut.

L'arrêté en projet doit par conséquent être fondamentalement revu pour tenir compte dudit article 39, spécialement afin d'omettre les dispositions du projet à l'examen qui portent sur les obligations et conditions précitées, à savoir les articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 du projet.

Enfin, compte tenu du nouveau fondement légal, à savoir l'article 39 de la loi du 13 juin 2005, il est recommandé de revoir l'actuel arrêté ministériel du 9 janvier 2001 afin de l'y rendre conforme.

3. S'agissant des dispositions du projet qui entendent mettre en oeuvre les habilitations conférées au ministre par l'arrêté royal du 15 octobre 1979 précité, il convient par ailleurs de relever que ces habilitations ne permettent pas au ministre de subdéléguer les missions qui lui sont confiées à l'Institut. En effet, ce dernier ne peut se voir attribuer d'autres missions que celles prévues par la loi (2).

De telles habilitations à l'Institut sont prévues dans de nombreuses dispositions du texte à l'examen, à savoir les articles 2, 4, 6, 9, 10, 12, 13 et 15 du projet.

En conséquence, les articles précités devront être revus afin de supprimer ces habilitations.

(2) Voir l'avis 38.173/4, donné le 23 mars 2005, sur un projet d'arrêté ministériel fixant les modalités concernant les dispositifs à utiliser en vue d'interdire aux équipements terminaux mobiles volés l'accès aux réseaux de communication mobiles; l'article 14 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut de régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et l'avis 33.255/4, donné le 5 juin 2002 à son propos.

Voorts schrijft artikel 39 van de laatstgenoemde wet voor :

« § 1. Niemand mag in het Rijk noch aan boord van een zeeschip, een binnenschip, een luchtvaartuig of enige andere drager onderworpen aan het Belgisch recht, een zend- en/of ontvangtoestel voor radiocommunicatie houden, of een station of een niet-openbaar netwerk voor radiocommunicatie aanleggen en doen werken zonder schriftelijke vergunning van het Instituut. Die vergunning is persoonlijk en kan worden ingetrokken.

§ 2. De Koning bepaalt, na advies van het Instituut, de algemene regels inzake toekenning, schorsing en intrekking van de in § 1 bedoelde vergunningen. Hij kan bepalen in welke gevallen die vergunningen niet vereist zijn.

§ 3. Het Instituut bepaalt de verplichtingen van de houders van een vergunning en de voorwaarden waaraan de toegelaten stations en netten voor radiocommunicatie moeten voldoen.

§ 4. De in § 1 bedoelde vergunningen zijn niet vereist voor de stations voor radiocommunicatie die voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid aangelegd en gebruikt worden door de diensten die onder de minister van Landsverdediging ressorteren, door de Noord Atlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten. »

Artikel 165, eerste lid, van diezelfde wet van 13 juni 2005 bepaalt :

« De bepalingen van deze wet treden in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. De Koning kan de inwerkingtreding van sommige bepalingen uitstellen met het oog op het realiseren van een zekere overgangs- of overlegperiode. »

Daaruit volgt dat, behoudens een bij koninklijk besluit uitgevaardigd uitstel (1), de artikelen 39 en 156 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie in werking treden op 30 juni 2005.

Op die datum zal de Koning nog steeds bevoegd zijn om de algemene voorwaarden voor toekenning van de vergunningen vast te stellen, zoals Hij dat thans is op basis van artikel 3, § 2, van de voornoemde wet van 30 juli 1979. Bijgevolg kunnen de artikelen 3, 4 en 18 van het voornoemde koninklijk besluit van 15 oktober 1979 nog steeds een rechtsgrond vormen voor het ontworpen besluit.

(1) Op de datum waarop dit advies wordt verstrekt, is in het *Belgisch Staatsblad* geen enkel koninklijk besluit bekendgemaakt dat een zodanig uitstel voorschrijft.

Krachten artikel 39, § 3, van de wet van 13 juni 2005 zal het evenwel niet meer aan de minister toekomen om de verplichtingen van de vergunninghouders en de voorwaarden waaraan de vergunde stations en netten voor radiocommunicatie moeten voldoen, te bepalen. Die taak wordt bij de wet rechtstreeks toevertrouwd aan het Instituut.

Het ontworpen besluit moet derhalve fundamenteel worden herzien, waarbij rekening wordt gehouden met het genoemde artikel 39, inzonderheid om de thans onderzochte bepalingen van het ontwerp te doen vervallen die de voornoemde verplichtingen en voorwaarden betreffen, te weten de artikelen 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 en 15 van het ontwerp.

Gelet op de nieuwe rechtsgrond, te weten artikel 39 van de wet van 13 juni 2005, verdient het ten slotte aanbeveling het huidige ministerieel besluit van 9 januari 2001 te herzien teneinde het ermee in overeenstemming te brengen.

3. Wat betreft de bepalingen van het ontwerp die ertoe strekken de machtigingen ten uitvoer te leggen die bij het voornoemde koninklijk besluit van 15 oktober 1979 aan de minister worden verleend, valt bovendien op te merken dat die machtigingen de minister niet in staat stellen de hem toevertrouwde taken te subdelegeren aan het Instituut. Aan dit Instituut kunnen immers geen andere taken worden toevertrouwd dan die welke bij de wet zijn bepaald (2).

Zodanige machtigingen aan het Instituut komen voor in tal van bepalingen van de thans onderzochte tekst, te weten in de artikelen 2, 4, 6, 9, 10, 12, 13 en 15 van het ontwerp.

Bijgevolg moeten de voornoemde artikelen worden herzien, waarbij die machtigingen moeten vervallen.

(2) Zie advies 38.173/4, op 23 maart 2005 verstrekt over een ontwerp van ministerieel besluit « tot vaststelling van de nadere regels inzake de middelen die aangewend dienen te worden om gestolen mobiele eindapparatuur de toegang te ontzeggen tot mobiele communicatienetwerken »; artikel 14 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, alsmede het op 5 juni 2002 daaromtrent verstrekte advies 33.255/4.

4. Au regard des deux observations qui précèdent, l'arrêté en projet doit être fondamentalement revu tant dans son préambule que dans son dispositif, notamment afin de tenir compte de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

Eu égard aux observations générales ci-dessus, les observations particulières relatives au texte en projet se limitent à l'observation suivante.

Observation particulière

Article 2

Le paragraphe 5 en projet peut trouver son fondement dans l'article 3 de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 qui prévoit que le ministre détermine les conditions d'accès à chacune des sections (A, B et C) de la 5e catégorie des stations et réseaux de radiocommunication autorisés, c'est-à-dire, de la catégorie des stations de radioamateurs.

Néanmoins, telle qu'elle est rédigée, la disposition ne permet pas de déterminer les conditions d'accès à chaque section. En effet, il est question d'organiser des examens, dont la réussite donne droit à un certificat, permettant lui-même l'obtention d'une licence, mais sans préciser à quel type de sections les licences octroyées donnent accès.

Le texte devrait donc être revu afin qu'y apparaissent clairement les liens entre les sections, les examens, les certificats et les licences.

La chambre était composée de :

Mme M.-L. Willot-Thomas, président de chambre;
MM. P. Liénardy et P. Vandernoot, conseillers d'Etat;
Mme C. Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Mmes A. Vagman, auditeur et L. Vancrayebeck, auditeur adjoint.

Le greffier,
C. Gigot.

Le président,
M.-L. Willot-Thomas.

1^{er} SEPTEMBRE 2005. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 9 janvier 2001 relatif à l'établissement et la mise en service de stations radioélectriques par des radioamateurs

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,

La Ministre de l'Emploi,

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques notamment les articles 13 et 39;

Vu l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, notamment l'article 3, modifié par l'arrêté royal du 16 avril 1998, et les articles 4, 18, et 21, modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 1986 et par l'arrêté royal du 15 mars 1994,

Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2001 relatif à l'établissement et la mise en service de stations radioélectriques par des radioamateurs;

Vu l'avis de la Commission européenne, donné en application de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, modifiée par la directive 98/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 juillet 1998;

Vu l'avis 38.483/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 juin 2005 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 9 janvier 2001 relatif à l'établissement et la mise en service de stations radioélectriques par des radioamateurs est complété comme suit :

« 12^o association reconnue de radioamateur : association de radioamateurs qui :

— possède des licences dans au moins cinq provinces belges;

4. Het ontworpen besluit moet in het licht van de twee voorgaande opmerkingen grondig worden herzien, zowel wat de aanhef als wat het dispositief betreft, inzonderheid teneinde rekening te houden met de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Gelet op de bovenstaande algemene opmerkingen beperken de bijzondere opmerkingen betreffende de ontworpen tekst zich tot wat volgt.

Bijzondere opmerking

Artikel 2

De ontworpen paragraaf 5 kan zijn rechtsgrond ontleen aan artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979, dat voorschrijft dat de minister de voorwaarden bepaalt voor toegang tot elk van de secties (A, B en C) van de 5e categorie van vergunde stations en netten voor radioverbinding, dit wil zeggen de categorie van de stations van radioamateurs.

Zoals de bepaling thans is geredigeerd, kan daaruit echter niet worden opgemaakt welke toegangsvoorwaarden gelden voor elk van die secties. In die bepaling is immers sprake van het organiseren van examens en van het feit dat wie ervoor slaagt, een getuigschrift krijgt, dat op zijn beurt recht geeft op het krijgen van een vergunning, zonder dat evenwel wordt gepreciseerd tot welk type van sectie de toegekende vergunningen toegang verlenen.

Bijgevolg moet de tekst worden herzien, zodat de verbanden tussen de secties, de examens, de getuigschriften en de vergunningen duidelijk erin tot uiting komen.

De kamer was samengesteld uit :

Mevr. M.-L. Willot-Thomas, kamervoorzitter;
De heren P. Liénardy en P. Vandernoot, staatsraden;
Mevr. C. Gigot, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevrn. A. Vagman, auditeur en L. Vancrayebeck, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Liénardy.

De griffier,
C. Gigot.

De voorzitter,
M.-L. Willot-Thomas.

1 SEPTEMBER 2005. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 9 januari 2001 betreffende het aanleggen en het doen werken van radiostations door radioamateurs

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,

De Minister van Werk,

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, inzonderheid op de artikelen 13 en 39;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 april 1998, en op de artikelen 4, 18 en 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 1986 en bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2001 betreffende het aanleggen en het doen werken van radiostations door radioamateurs;

Gelet op het advies van de Europese Commissie gegeven met toepassing van richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, gewijzigd bij richtlijn 98/48/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 juli 1998;

Gelet op advies 38.483/4 van de Raad van State, gegeven op 22 juni 2005, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het ministerieel besluit van 9 januari 2001 betreffende het aanleggen en het doen werken van radiostations door radioamateurs wordt aangevuld als volgt :

« 12^o erkende radioamateurvereniging : radioamateurvereniging die :

— in ten minste vijf Belgische provincies vergunningen heeft;

— introduit auprès de l'Institut un dossier dans lequel elle montre ses capacités et s'engage à organiser des formations dans chaque province où elle est active au moins une fois par an et, sur demande de l'Institut, à l'assister dans l'organisation des examens.

L'Institut peut retirer une reconnaissance s'il apparaît que l'association ne respecte pas les critères ci-dessus ou ses engagements. »

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

a) le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Afin d'obtenir un certificat, les radioamateurs passent un examen »;

b) le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les examens sont organisés par l'Institut. »;

c) le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le règlement d'examens incluant les modalités et la matière de ceux-ci est établi par l'Institut et approuvé par le Ministre en tenant compte des accords internationaux et en collaboration avec les associations reconnues de radioamateurs. L'Institut publie celui-ci sur son site web. »;

d) le § 5 est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Les lauréats des examens reçoivent les certificats suivants :

1° examen B : le certificat HAREC;

2° examen C : le certificat de base. »

Art. 3. L'article 5 du même arrêté est complété comme suit :

« Le titulaire d'un certificat HAREC reçoit une licence A (section A).

Le titulaire d'un certificat de base reçoit une licence de base (section C). »

Art. 4. L'article 6, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er} Les personnes disposant d'un certificat HAREC délivré à l'étranger et résidant plus de trois mois en Belgique peuvent obtenir une licence A belge. »

Art. 5. Dans l'article 7 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

a) au point 1°, a), le mot « licences » est remplacé par le mot « certificats » ;

b) le point 2° est complété comme suit : « c) Le lieu d'installation de la station ».

Art. 6. L'article 14, alinéa 2, du même arrêté est supprimé.

Art. 7. L'article 25 du même arrêté est complété comme suit :

« Les radioamateurs titulaires d'une licence C depuis plus d'un an reçoivent une licence de base.

Les titulaires d'une licence B peuvent demander une licence A et reçoivent un nouvel indicatif. »

Art. 8. Les annexes 1 à 5 du même arrêté sont abrogées.

Art. 9. Le 1^{er} alinéa de l'annexe 7 au même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Un wattmètre et une antenne fictive adaptée sont reliés au dernier connecteur avant le câble d'antenne. »

Bruxelles, le 1^{er} septembre 2005.

M. VERWILGHEN

Pour Mme F. VAN DEN BOSSCHE, absente :
J. VANDE LANOTTE

— bij het Instituut een dossier indient waarin zij haar bekwaamheid aantoonst en zich ertoe verbindt ten minste één keer per jaar opleidingen te organiseren in elke provincie waar zij actief is, en op verzoek van het Instituut, het bij te staan bij de organisatie van de examens.

Het Instituut kan een erkenning intrekken indien blijkt dat de vereniging niet aan de bovenstaande criteria voldoet of haar verbintenissen niet nakomt. »

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Om een getuigschrift te krijgen, leggen de radioamateurs een examen af. »;

b) § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De examens worden georganiseerd door het Instituut. »;

c) § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Het examenreglement met inbegrip van de nadere regels en de examenstof wordt opgesteld door het Instituut en goedgekeurd door de Minister, rekening houdende met de internationale overeenkomsten en in samenwerking met de erkende radioamateurverenigingen. Het Instituut publiceert het examenreglement op de website. »;

d) § 5 wordt vervangen als volgt :

« § 5. Wie voor het examen slaagt, krijgt de volgende getuigschriften :

1° B-examen : het HAREC-getuigschrift;

2° C-examen : het basisgetuigschrift. »

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De houder van een HAREC-getuigschrift krijgt een A-vergunning (sectie A).

De houder van een basisgetuigschrift krijgt een basisvergunning (sectie C). »

Art. 4. Artikel 6, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. Personen die over een HAREC-getuigschrift beschikken dat in het buitenland afgegeven werd en die meer dan drie maanden in België verblijven, kunnen een Belgische A-vergunning krijgen. »

Art. 5. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in onderdeel 1°, a), wordt het woord « vergunningen » vervangen door het woord « getuigschriften »;

b) onderdeel 2° wordt aangevuld als volgt : « c) de plaats waar het station geïnstalleerd is ».

Art. 6. Artikel 14, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De radioamateurs die al meer dan een jaar houder zijn van een C-vergunning ontvangen een basisvergunning.

De houders van een B-vergunning kunnen een A-vergunning aanvragen en krijgen een nieuwe roepnaam. »

Art. 8. De bijlagen 1 tot 5 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 9. Het eerste lid van bijlage 7 bij hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Een wattmeter en een aangepaste kunstantenne worden aan de laatste aansluiting vóór de antennekabel verbonden. »

Brussel, 1 september 2005.

M. VERWILGHEN

Voor Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE, afwezig :
J. VANDE LANOTTE